



# Exposé sur les placements à revenu fixe

---

Décembre 2012

# Mise en garde à l'égard des énoncés prospectifs



De temps à autre, la Banque fait des énoncés prospectifs, écrits et verbaux, y compris dans le présent document, d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation canadiens ou de la Securities and Exchange Commission des États-Unis et d'autres communications. En outre, des représentants de la Banque peuvent faire des énoncés prospectifs de vive voix aux analystes, aux investisseurs, aux représentants des médias et à d'autres personnes. Tous ces énoncés sont faits conformément aux dispositions d'exonération, et constituent des énoncés prospectifs selon les lois canadiennes et américaines sur les valeurs mobilières applicables, y compris la U.S. Private Securities Litigation Reform Act of 1995. Les énoncés prospectifs comprennent, entre autres, les énoncés figurant dans le présent document, dans le rapport de gestion de 2012 de la Banque à la rubrique « Sommaire et perspectives économiques » et, pour chacun de ses secteurs d'activité, aux rubriques « Perspectives et orientation pour 2013 », ainsi que dans d'autres énoncés concernant les objectifs et les priorités de la Banque pour 2013 et par la suite et les stratégies pour les atteindre, ainsi que le rendement financier prévu de la Banque. Les énoncés prospectifs se reconnaissent habituellement à l'emploi de termes et expressions comme « croire », « prévoir », « pronostiquer », « avoir l'intention de », « estimer », « planifier » et « pouvoir » et de verbes au futur ou au conditionnel.

De par leur nature, ces énoncés obligent la Banque à formuler des hypothèses et sont assujettis à des risques et incertitudes généraux ou spécifiques. Particulièrement du fait de l'incertitude qui plane sur l'environnement financier, à la conjoncture économique et au cadre réglementaire, ces risques et incertitudes – dont bon nombre sont indépendants de la volonté de la Banque et dont les répercussions peuvent être difficiles à prévoir – peuvent faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement de ceux avancés dans les énoncés prospectifs. Les facteurs de risque qui pourraient entraîner de tels écarts incluent les risques de crédit, de marché (notamment à l'égard des actions et des marchandises, et le risque de change et de taux d'intérêt), d'illiquidité, d'exploitation (y compris sur le plan technologique), de réputation, d'assurance, de stratégie et de réglementation, ainsi que les risques juridiques, environnementaux et les autres risques, tous présentés dans le rapport de gestion de 2012. Parmi les autres facteurs de risque, mentionnons l'incidence des récentes modifications législatives aux États-Unis, comme il est mentionné à la rubrique « Événements importants en 2012 » de la rubrique « Notre rendement » du rapport de gestion de 2012, mis à jour dans le rapport aux actionnaires pour le troisième trimestre de 2012; les modifications aux lignes directrices sur les fonds propres et la liquidité et les instructions relatives à la présentation de l'information, ainsi que leur nouvelle interprétation; l'augmentation des coûts de financement du crédit causée par l'illiquidité des marchés et la concurrence pour l'accès au financement; le défaut de tiers de se conformer à leurs obligations envers la Banque ou ses sociétés affiliées relativement au traitement et au contrôle de l'information; et l'environnement de procédures judiciaires difficile, notamment aux États-Unis. Nous avisons le lecteur que la liste qui précède n'est pas une liste exhaustive de tous les facteurs de risque possibles, et d'autres facteurs pourraient également avoir une incidence négative sur les résultats de la Banque. Pour obtenir plus de renseignements, se reporter à la section « Facteurs de risque et gestion des risques » du rapport de gestion de 2012. Le lecteur doit examiner ces facteurs attentivement, ainsi que d'autres incertitudes et événements possibles, de même que l'incertitude inhérente aux énoncés prospectifs, avant de prendre des décisions à l'égard de la Banque, et il ne devrait pas se fier indûment aux énoncés prospectifs de la Banque.

Les hypothèses économiques importantes étayant les énoncés prospectifs figurant dans le présent document sont décrites dans le rapport de gestion de 2012, sous les rubriques « Sommaire et perspectives économiques », et, pour chacun des secteurs d'activité, sous la rubrique « Perspectives et orientation pour 2013 », telles qu'elles sont mises à jour dans les rapports aux actionnaires trimestriels déposés par la suite.

Tout énoncé prospectif contenu dans cette présentation représente l'opinion de la direction uniquement à la date des présentes et est communiqué afin d'aider les actionnaires de la Banque et les analystes à comprendre la situation financière, les objectifs et les priorités de la Banque aux dates indiquées et pour les trimestres terminés à ces dates, et peuvent ne pas convenir à d'autres fins. La Banque n'effectuera pas de mise à jour des énoncés prospectifs, écrits ou verbaux, qui peuvent être faits de temps à autre par elle ou en son nom, à l'exception de ce qui est exigé en vertu des lois sur les valeurs mobilières applicables.

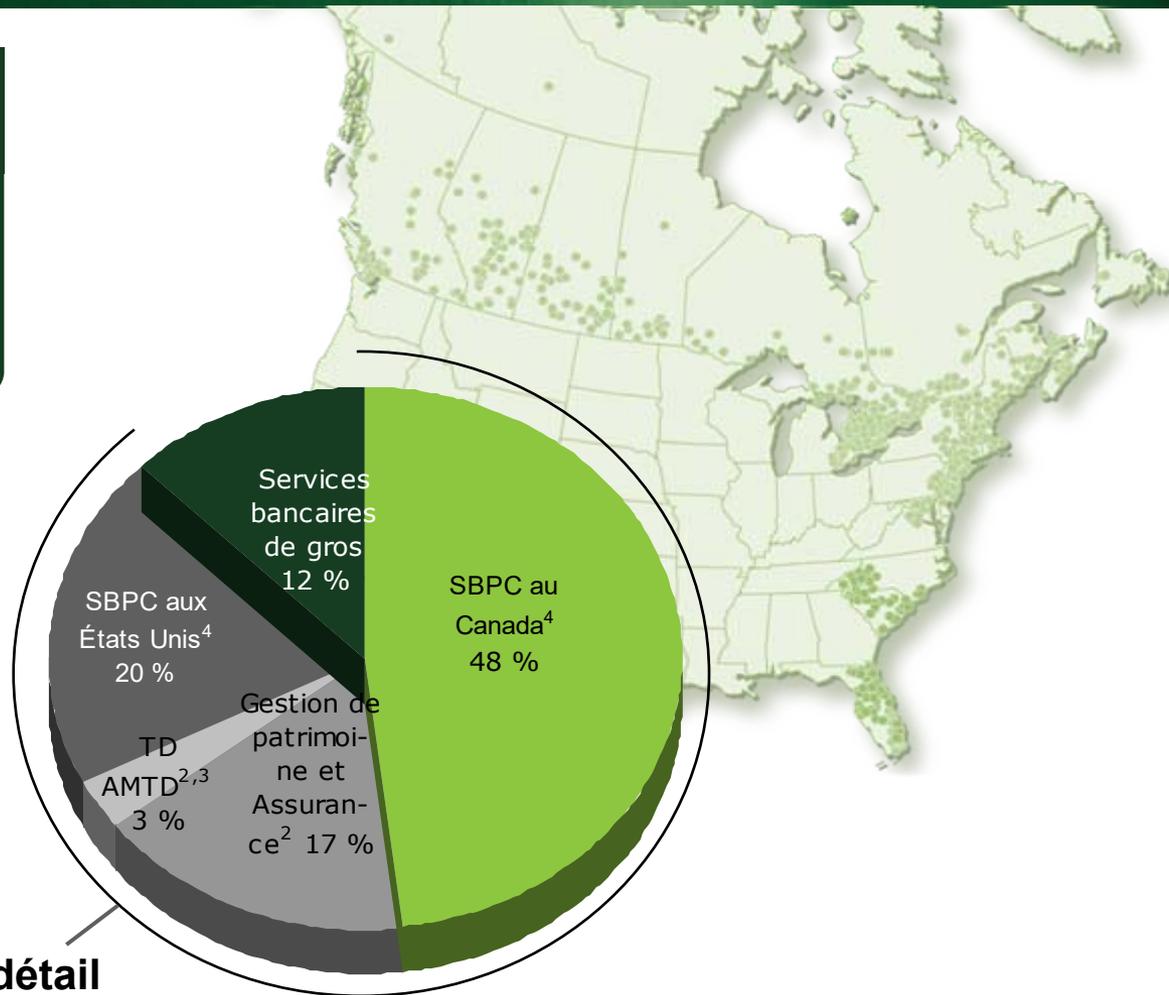
1. **Le Groupe Banque TD**
2. L'économie canadienne
3. Trésorerie et gestion du bilan
4. Annexe

## Nos secteurs d'exploitation

- Services bancaires personnels et commerciaux au Canada
- Gestion de patrimoine et Assurance
- Services bancaires personnels et commerciaux aux États Unis
- Services bancaires de gros

## Nos résultats

- Un bénéfice rajusté<sup>1</sup> de 7,1 G\$ CA en 2012, en hausse de 10 % d'un exercice à l'autre
- Un BPA dilué rajusté<sup>1</sup> de 7,42 \$ en 2012, en hausse de 8 % d'un exercice à l'autre



**Bénéfice tiré des activités de détail**

**Total du bénéfice rajusté<sup>1</sup> des activités de détail pour 2012 = 88 %**

1. Voir la note 3 de la diapositive 5 pour la définition des résultats rajustés.  
2. Le secteur Gestion de patrimoine et Assurance est constitué de « Gestion de patrimoine et Assurance » et de « TD Ameritrade ».  
3. La TD détenait une participation comme présentée de 45,37 % dans TD Ameritrade au 31 octobre 2012.  
4. Services bancaires personnels et commerciaux.

# Les piliers stratégiques

## Une stratégie simple, un objectif qui ne change pas



### Bâtir la meilleure banque

#### Une banque résolument nord-américaine

- L'une des dix grandes banques en Amérique du Nord<sup>1</sup>
- L'une des rares banques dans le monde à détenir la cote Aaa de Moody's<sup>2</sup>
- Mise à profit de la plateforme et de la marque pour favoriser la croissance
- Excellente image de marque en tant qu'employeur

#### Accent sur les activités de détail

- Chef de file en matière de service à la clientèle et de commodité
- Plus de 80 % du bénéfice rajusté issu des activités de détail<sup>3,4</sup>
- Solide moteur de croissance interne
- Meilleur rendement compte tenu du risque assumé<sup>6</sup>

#### Nos filiales

- Flux de bénéfices croissant et reproductible
- Accent sur les produits axés sur le client
- Exploitation d'un modèle de courtier de l'avenir
- Réinvestissement continu dans nos avantages concurrentiels

#### Solide gestion des risques

- Prise de risques que nous comprenons seulement
- Élimination systématique des risques extrêmes
- Gestion rigoureuse des fonds propres et des liquidités
- Harmonisation de notre culture et de nos politiques avec notre philosophie de gestion des risques

1. Voir la diapositive 4.

2. Pour la dette à long terme (dépôts) de La Banque Toronto-Dominion, au 31 octobre 2012. Les notes ne constituent pas des recommandations visant l'achat, la vente ou la conservation d'une obligation financière, car elles ne fournissent pas de commentaires sur le cours du marché ni sur la pertinence pour un investisseur en particulier. Les notes peuvent en tout temps faire l'objet d'une révision ou d'un retrait par une agence de notation.

3. D'après le bénéfice rajusté du quatrième trimestre de 2012. Depuis le 1<sup>er</sup> novembre 2011, la Banque dresse ses états financiers consolidés selon les Normes internationales d'information financière (IFRS), qui ont remplacé les principes comptables généralement reconnus (PCGR), et désigne les résultats établis selon les IFRS « comme présentés ». Pour évaluer chacun de ses secteurs d'activité et mesurer son rendement global, la Banque a également recours à des mesures financières non conformes aux PCGR; les résultats sont alors appelés « rajustés » (c.-à-d. résultats obtenus par le retranchement des « éléments à noter » des résultats comme présentés, déduction faite des impôts sur le résultat). Pour obtenir d'autres explications, se reporter à la rubrique « Présentation de l'information financière de la Banque » du communiqué de presse du quatrième trimestre de 2012.

4. Les activités de détail comprennent les secteurs Services bancaires personnels et commerciaux au Canada, Gestion de patrimoine et Assurance et Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis. Voir la diapositive 4 pour obtenir plus de détails.

5. D'après le rendement des actifs pondérés en fonction des risques du quatrième trimestre de 2012, calculé comme le bénéfice net rajusté disponible aux actionnaires ordinaires, divisé par les actifs moyens pondérés en fonction des risques. Voir la note 3 pour la définition des résultats rajustés.

# Le Groupe Banque TD

## L'une des dix grandes banques en Amérique du Nord



Quatrième trimestre de 2012 <sup>1</sup> (en milliards de \$ CA)		Par rapport aux	
		Homologues au Canada <sup>7</sup>	Homologues en Amérique du Nord <sup>2,8</sup>
<b>Total de l'actif</b>	811 G\$	2 <sup>e</sup>	6 <sup>e</sup>
<b>Total des dépôts</b>	488 G\$	2 <sup>e</sup>	6 <sup>e</sup>
<b>Capitalisation boursière (au 31 octobre 2012)</b>	74 G\$	2 <sup>e</sup>	6 <sup>e</sup>
<b>Bénéfice net rajusté<sup>3</sup> (4 derniers trimestres)</b>	7,1 G\$	2 <sup>e</sup>	6 <sup>e</sup>
<i>Bénéfice net comme présenté (4 derniers trimestres)</i>	6,5 G\$	s.o.	s.o.
<b>Bénéfice rajusté des activités de détail<sup>4</sup> (4 derniers trimestres)</b>	6,2 G\$	1 <sup>re</sup>	3 <sup>e</sup>
<b>Ratio des fonds propres de première catégorie</b>	12,6 %	5 <sup>e</sup>	7 <sup>e</sup>
<b>Effectif moyen en équivalents temps plein<sup>5</sup></b>	79 000	2 <sup>e</sup>	6 <sup>e</sup>
<b>Note Moody's<sup>6</sup></b>	Aaa	s. o.	s. o.

**La TD est l'une des dix grandes banques en Amérique du Nord**

1. Le quatrième trimestre de 2012 va du 1<sup>er</sup> août au 31 octobre 2012.

2. Les données du bilan sont converties en dollars US au taux de change de 1,00100 \$ US/\$ CA (au 31 octobre 2012). Les données de l'état des résultats sont converties en dollars US au taux de change trimestriel moyen de 1,01432 \$ US/\$ CA pour le quatrième trimestre de 2012, de 0,98301 \$ US/\$ CA pour le troisième trimestre de 2012, de 1,00569 \$ US/\$ CA pour le deuxième trimestre de 2012 et de 0,97947 pour le premier trimestre de 2012.

3. D'après les résultats rajustés définis à la diapositive 5.

4. D'après les résultats rajustés et le bénéfice tiré des activités de détail, tous deux définis à la diapositive 5.

5. Effectif moyen en équivalent temps plein pour le quatrième trimestre de 2012.

6. Voir la note 2 de la diapositive 5.

7. Homologues au Canada : les quatre autres grandes banques (RBC, BMO, Scotia et CIBC). Résultats rajustés sur une base comparable de façon à exclure les éléments non sous-jacents ciblés. D'après les résultats du quatrième trimestre de 2012 clos le 31 octobre 2012.

8. Homologues en Amérique du Nord : les homologues canadiens et américains. Les homologues aux États-Unis incluent les banques de grande place financière (C, BAC, JPM) et les trois grandes banques superrégionales (WFC, PNC, USB). Résultats rajustés sur une base comparable de façon à exclure les éléments non sous-jacents ciblés. Pour les homologues aux États-Unis, d'après les résultats du troisième trimestre de 2012 clos le 30 septembre 2012.

# Principaux secteurs d'exploitation

## En un coup d'œil



Composition  
du bénéfice  
rajusté pour  
2012

Activités de détail canadiennes (65 %)

Activités de détail américaines (23 %)

Services bancaires de gros  
(12 %)

Secteurs  
d'exploitation

SBPC<sup>2</sup> au Canada

Gestion de patrimoine et Assurance

Gestion de patrimoine  
et Assurance

TD Ameritrade<sup>3</sup>

SBPC<sup>2</sup> aux É.-U.

Services  
bancaires de gros



Sous-marques

TD Canada Trust

TD Commercial Banking

TD Auto Finance

TD Waterhouse

TD Asset Management

TD Wealth

TD Insurance

TD Ameritrade<sup>3</sup>

TD Bank

TD Auto Finance

TD Securities



2006-2012<sup>4</sup>



2005-2012<sup>5</sup>



2009-2011<sup>6</sup>

**Chef de file reconnu en matière de service et de commodité**

1. Aux fins du calcul de l'apport de chaque secteur d'exploitation, les résultats rajustés du siège social sont exclus. Pour une définition des résultats rajustés, voir la note 3 de la diapositive 3.

2. Services bancaires personnels et commerciaux.

3. La TD détenait une participation comme présentée de 45,37 % dans TD Ameritrade au 31 octobre 2012.

4. TD Canada Trust s'est classée au premier rang pour la satisfaction de la clientèle de 2006 à 2012, inclusivement.

5. TD Canada Trust a obtenu le prix d'excellence pour le service à la clientèle de 2005 à 2012, inclusivement.

6. Le Groupe Banque TD nommé « meilleure banque en Amérique du Nord » de 2009 à 2011.

# Évolution de la TD

## Historique de l'établissement de la marque



↑ Risque >>> Accent croissant sur les activités de détail >>> Risque ↓

Fusion de  
La Banque TD  
et de Canada  
Trust

Acquisition  
de  
Newcrest  
Capital

Acquisition  
d'une  
participation  
de 51 % dans  
Banknorth

Entente  
entre TD  
Waterhouse  
et  
Ameritrade  
aux États-  
Unis

Privatisa-  
tion de TD  
Banknorth

Acquisition  
de  
Commerce  
Bank

Intégration  
de  
Commerce  
Bank

Acquisition  
de  
Riverside  
et de  
TSFG

Acquisition  
de Chrysler  
Financial  
et du  
portefeuille  
de cartes de  
crédit MBNA

Annonce de  
l'acquisition  
du portefeuille  
de cartes  
de crédit  
de Target



Fin des  
années  
90

2000

2001

2002-  
2004

2005

2006

2007

2008

2009

2010

2011

2012



Aucune acquisition  
importante d'une  
grande maison de  
courtage

Pertes sur prêts dans  
les secteurs des  
médias, des  
télécommunications  
et de l'énergie

Démantèlement du  
segment des produits  
structurés

Abandon des  
produits de crédit  
non liés aux  
entreprises TD

Abandon de la  
négociation privée  
non liée aux  
entreprises TD

**Courtier traditionnel>>>**

**>>> Courtier de marque TD**

Une évolution stratégique vers une banque à risque réduit, orientée vers les activités de détail et agissant par ses propres moyens

- Notre tolérance au risque

We take risks required to build our business, but only if those risks:

- 1 Fit our business strategy and can be understood and managed
- 2 Do not expose the enterprise to any significant single loss events; we don't "bet the bank" on any single acquisition, business or product
- 3 Do not risk harming the TD brand

- Suivi et compte rendu intégrés des risques courus

- À l'intention de la haute direction et du conseil d'administration

Examen périodique, évaluation et approbation du cadre de gestion du risque

- Gouvernance structurée en matière de tolérance au risque, de la succursale au conseil d'administration
- Comités de direction et comité du risque du conseil

Pratiques de gestion du risque proactives et disciplinées

# Faits saillants du quatrième trimestre de 2012



## Principaux thèmes

- Solide croissance de 5 % du BPA rajusté<sup>1</sup> d'un exercice à l'autre
- Solide rendement pour la plupart des secteurs
- Bonne croissance des volumes dans les secteurs canadiens et stabilité de la croissance aux États-Unis.

## Bénéfice net en millions de dollars

(Bénéfice rajusté, s'il y a lieu)<sup>1</sup>

	T4 2012	Sur 3 mois	Sur 12 mois
Activités de détail <sup>2</sup>	1 477	-8 %	6 %
Services de gros	309	72 %	10 %
Siège social	(29)	-197 %	93 %
<b>Bénéfice net rajusté</b>	<b>1 757 \$</b>	<b>-3 %</b>	<b>6 %</b>
<i>Bénéfice net comme présenté</i>	1 597	-6 %	1 %
<b>BPA rajusté (dilué)</b>	<b>1,83 \$</b>	<b>-4 %</b>	<b>5 %</b>
<i>BPA comme présenté (dilué)</i>	1,66	-7 %	-1 %
Fonds propres prem. cat.	12,6 %		

## Dividende par action ordinaire



■ = Augmentation du dividende annoncée

Bon trimestre et bons résultats pour 2012

1. Les résultats rajustés sont définis à la note 1 de la diapositive 3.

2. Les activités de détail comprennent les secteurs Services bancaires personnels et commerciaux au Canada, Gestion de patrimoine et Assurance, et Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis, telles que présentées dans le communiqué de presse sur les résultats et le rapport de gestion du quatrième trimestre de 2012 de la Banque.

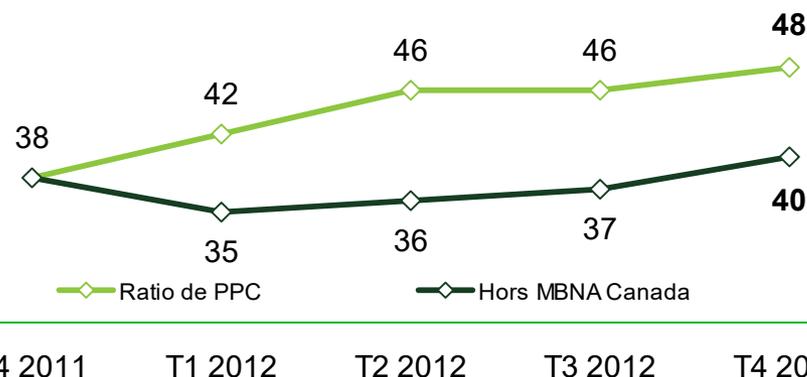
# Faits saillants relatifs au portefeuille de crédit



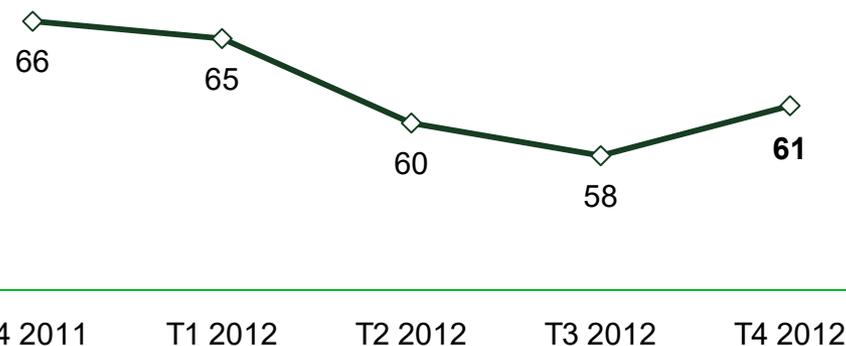
## Faits saillants

- Maintien d'une qualité de crédit globale élevée
- Hausse des principaux ratios liés au crédit au T4 de 2012 en raison d'éléments non récurrents dans les secteurs des Services bancaires personnels et commerciaux au Canada et aux É.-U.
- Bonne croissance des volumes au chapitre des portefeuilles de prêts hypothécaires résidentiels, de prêts automobiles indirects aux É.-U., de prêts commerciaux au Canada et de prêts commerciaux et industriels aux É.-U.

## Ratio PPC (pdb)<sup>1,2</sup>



## Ratio de prêts douteux bruts (pdb)<sup>2,3</sup>



1. Ratio PPC : provision pour pertes sur créances sur une base annualisée trimestrielle/moyenne du montant net des prêts et des acceptations; la PPC totale exclut les éléments à noter suivants : l'incidence de l'ouragan Sandy (54 M\$ au quatrième trimestre de 2012) et la reprise de la provision pour pertes sur créances subies, mais non encore décelées concernant les Services bancaires personnels et commerciaux au Canada et les Services bancaires de gros (41 M\$ au troisième trimestre de 2012).

2. Compte non tenu de l'incidence des prêts acquis ayant subi une perte de valeur

3. Ratio des prêts douteux bruts/acceptations et prêts bruts (tous les deux au comptant).

1. Le Groupe Banque TD
2. **L'économie canadienne**
3. Trésorerie et gestion du bilan
4. Annexe

# Pourquoi l'économie est en meilleure posture au Canada



- L'une des économies les plus compétitives du monde<sup>1</sup>
- Le système bancaire le plus solide du monde<sup>1</sup>
- Un marché de l'habitation stable au Canada
  - Valeurs domiciliaires stables
  - Réglementation plus prudente
- Solides facteurs économiques fondamentaux, comparativement aux autres économies du G7
  - L'une des situations budgétaires les plus solides parmi les pays industrialisés du G7
  - Un taux de chômage qui reste en deçà des sommets des récessions précédentes

Le Canada reste en bonne position

- Solides banques de services au détail et aux entreprises
  - Pratiques prudentes en matière d'octroi de prêts
  - Les grands fournisseurs de services de gros appartenant tous à des banques canadiennes, les sorties de bilan peuvent être absorbées par les bénéfices stables tirés des activités de détail
  
- Interventions du gouvernement et de la banque centrale
  - Politiques et programmes proactifs pour faire en sorte que le système conserve suffisamment de liquidités
  - Mise à jour des règles régissant les prêts hypothécaires, ce qui permet de modérer le marché et de protéger le consommateur
  
- Réglementation judiciaire
  - Régime fondé sur des principes plutôt que sur des règles
  - Un seul organisme de réglementation pour l'ensemble des grandes banques
  - Des règles rigoureuses en matière de fonds propres et des exigences plus strictes que les normes mondiales
  - Des exigences de fonds propres reposant sur les actifs pondérés

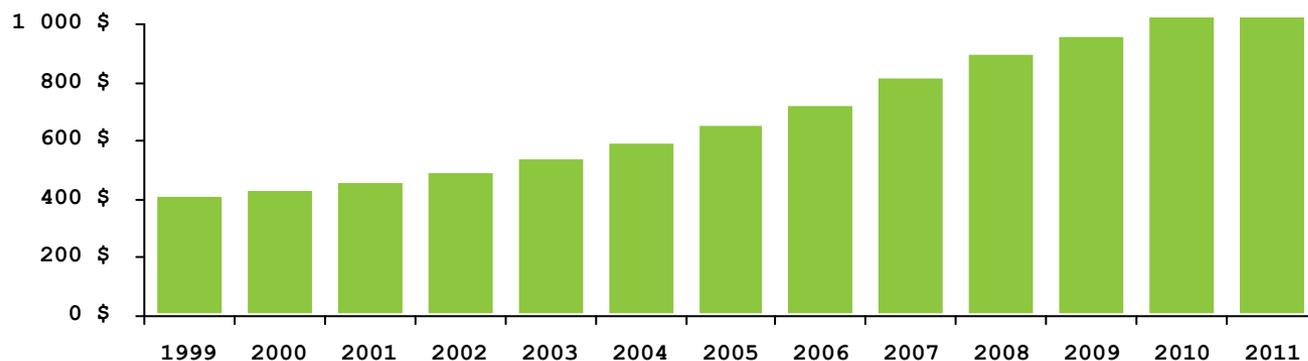
Le système bancaire le plus solide du monde<sup>1</sup>

# Marché hypothécaire résidentiel bien établi au Canada



- Les banques à charte canadiennes comptent pour plus de 70 % du marché global des prêts hypothécaires, titrisations comprises<sup>1</sup>
- Méthodes prudentes d'octroi du crédit
- Forte concurrence entre les prêteurs
- Environnement juridique favorable à la saisie et à d'autres types de recours judiciaires pour recouvrer les pertes

Prêts hypothécaires résidentiels totaux en circulation<sup>2</sup> (en milliards de \$)



1. Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL)  
2. Statistique Canada

# Un marché canadien des prêts hypothécaires différent du marché américain



	Canada	États-Unis
Produits	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ Gamme de produits traditionnelle : taux fixe ou variable</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ Les prêts hypothécaires actuels comprennent aussi des produits exotiques (capitalisés à l'échéance, prêts à taux variable à options)</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ Les prêts hypothécaires assurés en cas de défaillance sont établis en fonction d'un taux de qualification fixe à 5 ans quand les prêts sont à taux variable ou d'un terme inférieur à 5 ans</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ Les emprunteurs sont souvent admis à un taux préférentiel et ont un choc au moment de la révision du taux (les normes d'octroi ont été resserrées depuis)</li> </ul>
Souscription	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ Les termes sont habituellement de 5 ans ou moins, renouvelables à l'échéance</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ Les termes sont le plus souvent de 30 ans</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ L'amortissement se fait sur une période pouvant aller jusqu'à 25 ans, et le rapport prêt-valeur maximal est de 80 % pour les opérations de refinancement</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ L'amortissement se fait généralement sur 30 ans, parfois sur 50 ans</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ L'assurance hypothécaire est obligatoire lorsque le rapport prêt-valeur est de plus de 80 % et couvre le montant complet du prêt</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ L'assurance hypothécaire ne couvre souvent que la partie du prêt dont le RPV est supérieur à 80 %</li> </ul>
Réglementation et imposition	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ Les intérêts sur les prêts hypothécaires ne sont pas déductibles d'impôts</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ Les intérêts sur les prêts hypothécaires sont déductibles d'impôts, ce qui est une incitation à emprunter</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ Les prêteurs ont des recours contre les emprunteurs et peuvent saisir la propriété dans la plupart des provinces</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ Les prêteurs n'ont qu'un recours limité dans la plupart des territoires</li> </ul>
Canaux de distribution	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ Les prêts sont montés par des courtiers externes jusque dans 30 % des cas</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>■ Les prêts montés par des courtiers externes ont atteint 70 % des cas (un sommet); ils représentent à présent moins de 30 %</li> </ul>

## Faits saillants

- Le marché canadien de l'habitation continue de ralentir
- La qualité du crédit garanti par des biens immobiliers (CGBI) au Canada demeure excellente

Thème	Position de la TD au 31 octobre 2012
Portefeuille du CGBI au Canada	<ul style="list-style-type: none"><li>■ Portefeuille de 218 G\$ (69 % assuré)</li><li>■ Rapport prêt-valeur (RPV) moyen de 51 %</li></ul>
Exposition aux prêts consentis aux acheteurs de copropriétés	<ul style="list-style-type: none"><li>■ Portefeuille de 31 G\$ (74 % assuré)</li><li>■ RPV, évaluation du crédit et taux de défaillance en phase avec le portefeuille global</li></ul>
Exposition aux prêts consentis aux promoteurs de copropriétés à nombreux étages	<ul style="list-style-type: none"><li>■ Stabilité des volumes du portefeuille, qui compte pour moins de 2 % du portefeuille des Services bancaires commerciaux au Canada</li><li>■ Exposition limitée aux emprunteurs ayant de solides antécédents, disposant de liquidités suffisantes et entretenant une relation de longue date avec la TD</li></ul>

# L'économie nord-américaine

## Perspectives



- Modeste croissance prévue pour l'économie nord-américaine
  - L'économie nord-américaine croîtra à un rythme modeste aux États-Unis en raison des mesures d'assainissement budgétaire et du ralentissement de la croissance économique mondiale
- L'économie canadienne sera soutenue par la croissance aux États-Unis et, de façon plus modeste, par la demande intérieure
  - L'économie canadienne demeure étroitement liée à celle des États-Unis
  - La demande intérieure ne procurera qu'un soutien modeste, compte tenu du ralentissement du marché de l'habitation et du fort endettement des ménages, qui contribue à limiter les dépenses
- L'économie américaine : une combinaison de bonnes et de mauvaises nouvelles
  - Des signes indiquent que le secteur immobilier résidentiel pourrait contribuer à la croissance cette année
  - Il faut s'attendre à d'importantes mesures d'assainissement budgétaire, qui ralentiront vraisemblablement la croissance au cours des prochaines années
- Les taux d'intérêt devraient rester faibles pour encore quelque temps
  - Les perspectives modestes et les risques qui planent sur l'économie mondiale incitent les banques centrales nord-américaines à maintenir une politique monétaire exceptionnellement accommodante
  - Cela devrait contribuer à une reprise durable en Amérique du Nord

Croissance modeste prévue

1. Le Groupe Banque TD
2. L'économie canadienne
3. **Trésorerie et gestion du bilan**
4. Annexe

## Faits saillants

- Amélioration du ratio des capitaux propres de première catégorie sur trois mois grâce à une forte croissance interne du capital
- Nous demeurons en bonne position pour respecter une réglementation en évolution
- Ratio pro forma selon Bâle III de 8,2 % au 31 octobre 2012

## Ratio des capitaux propres de première catégorie<sup>1,2</sup>



## Actifs pondérés en fonction des risques<sup>1,2</sup> (en G\$)



Nous demeurons en bonne position pour respecter une réglementation en évolution

1. Le ratio des capitaux propres de première catégorie et les actifs pondérés en fonction des risques pour le quatrième trimestre de 2011 sont fondés sur les PCGR canadiens, et sur les IFRS pour les premier, deuxième, troisième et quatrième trimestres de 2012.

2. Le portefeuille de MBNA, le dispositif du risque de marché de Bâle II et la transition aux IFRS ont eu une incidence sur notre position au chapitre des capitaux propres au premier trimestre de 2012.

## Notes des émetteurs<sup>1</sup>

	Moody's	S&P	Fitch	DBRS
Note	Aaa	AA-	AA-	AA
Perspective	Négative	Négative	Stable	Stable

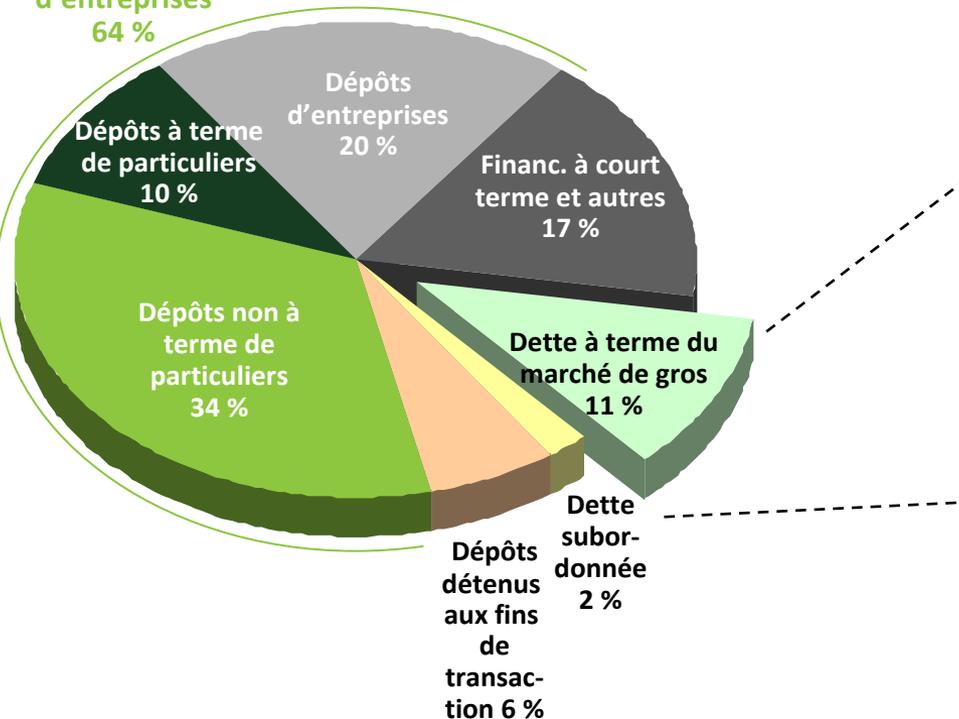
Solides évaluations du crédit

- Paradigme de trésorerie
  - Contribue à produire des revenus stables et croissants
  - « La Trésorerie n'a pas le pouvoir de ne pas éliminer la sensibilité aux fluctuations des taux d'intérêt »
  - Pas de boîtes noires
- Concordance de la durée de l'actif avec celle du passif
  - Pas d'opérations de portage de liquidités
  - Concordance de la durée du financement par emprunt sous-jacent avec celle de l'actif
- Processus rigoureux d'établissement de prix de transfert
  - Nous créditions les produits de dépôt des liquidités fournies et imputons aux produits de prêt les liquidités consommées
- Cadre mondial de gestion du risque d'illiquidité
  - Quantité suffisante d'actifs liquides pour faire face à une situation de « stress combiné critique » pendant au moins 90 jours
  - Chaque unité de gestion de la liquidité a sa propre politique et son propre plan de fonds d'urgence
  - Surveillance de l'évolution des marchés de financement mondiaux et des incidences possibles sur l'accès au financement
- Examen et approbation, par le Comité de l'actif et du passif et le Comité du risque du conseil, de l'ensemble des politiques en matière de risques du marché et de gestion de l'actif et du passif
  - Ces comités reçoivent des rapports sur la conformité qui comprennent les limites en matière de risque

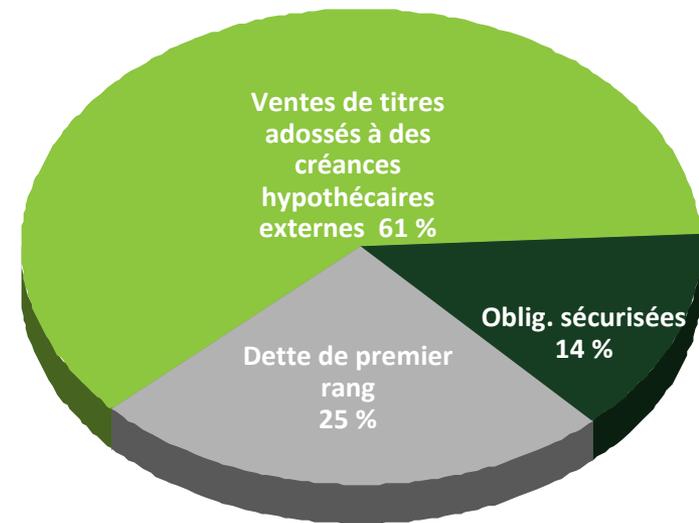
- Grand volume de dépôts commerciaux et de détail stables
  - Le modèle d'affaires axé sur le service à la clientèle génère un volume de base grandissant de dépôts durables
  - Réserve d'actifs conservée pour le solde de dépôt qui n'est pas considéré comme permanent
- Grand utilisateur des programmes de titrisation, principalement par l'intermédiaire des Obligations hypothécaires du Canada et des titres adossés à des créances hypothécaires
  - L'échéance du financement au moyen de titres adossés à des créances hypothécaires coïncide avec l'échéance de l'actif sous-jacent; en outre, ce type de financement offre à l'investisseur un rendement attrayant ajusté en fonction des risques
- Recours, en complément, à des émissions de titres de créance dans le marché de gros
  - Le financement de gros est diversifié par région, devise et échéance
  - Première opération de 2,5 milliards de dollars américains sur des titres non garantis de premier rang, comportant plusieurs lots de créances, en juillet 2011
  - Opération de 5 milliards de dollars américains sur des obligations couvertes, réparties sur deux lots de créances, en septembre 2011

## Composition du financement<sup>1</sup>

Dépôts de particuliers et d'entreprises  
64 %



## Dette à terme du marché de gros<sup>2</sup>



Principales sources de fonds : dépôts de particuliers et d'entreprises

1. Au 31 octobre 2012. Ne tient pas compte des passifs qui ne créent pas de financement comme les acceptations bancaires, les dérivés sur opérations de négociation, les autres passifs, les participations ne donnant pas le contrôle et certains capitaux propres, dont les actions ordinaires et d'autres instruments de fonds propres.

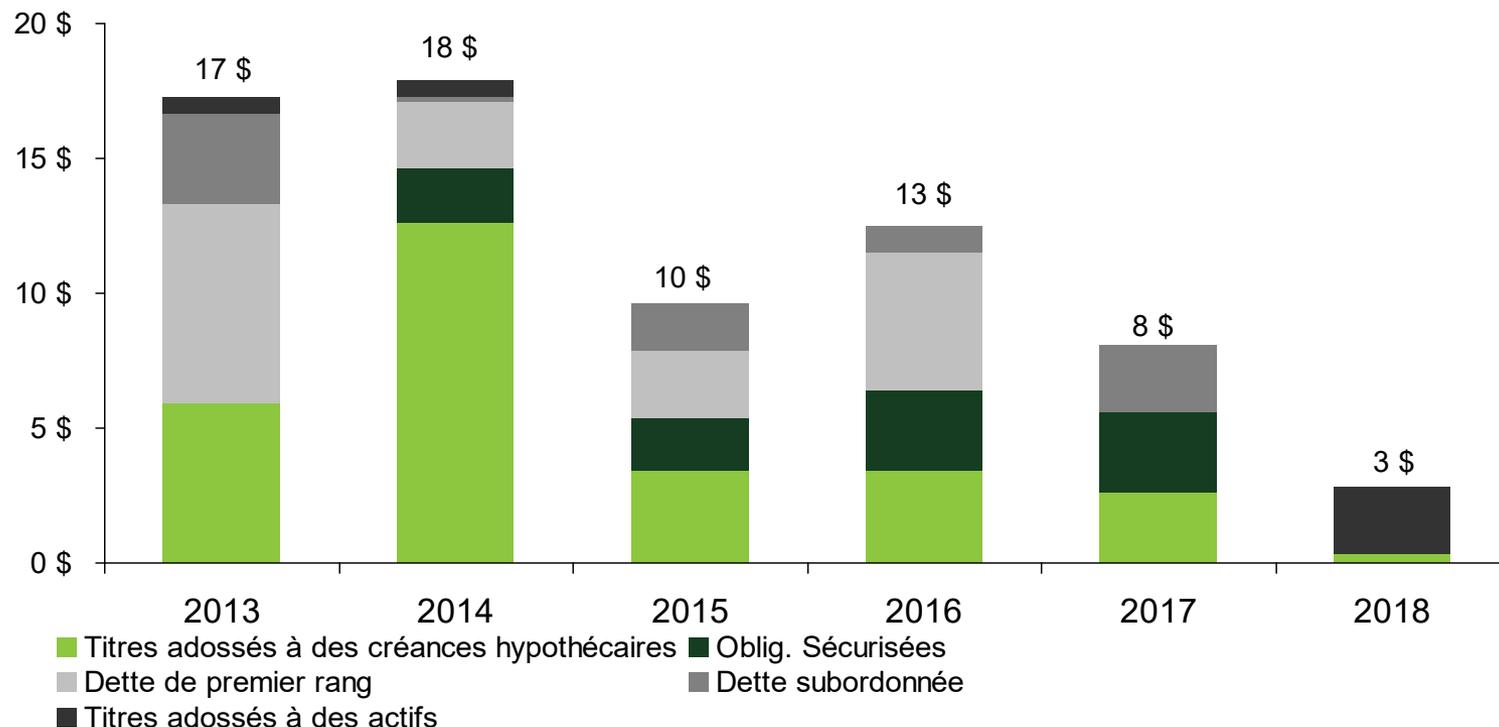
2. Au 31 octobre 2012

# Profil des échéances de la dette<sup>1</sup>

## De l'exercice 2013 à l'exercice 2018



### Échéances de la dette (en milliards de dollars canadiens)<sup>2</sup>



Des titres de créance dont les échéances sont gérables

1. Pour la dette à terme du marché de gros assortie d'échéances *in fine*  
2. Au 31 octobre 2012

- Solide capital de base - en bonne position pour Bâle III
- Évaluations du crédit parmi les meilleures du secteur
- Culture de gestion du risque proactive et disciplinée
- Un bilan attrayant
- Stratégie de financement diversifiée à l'appui des plans de croissance

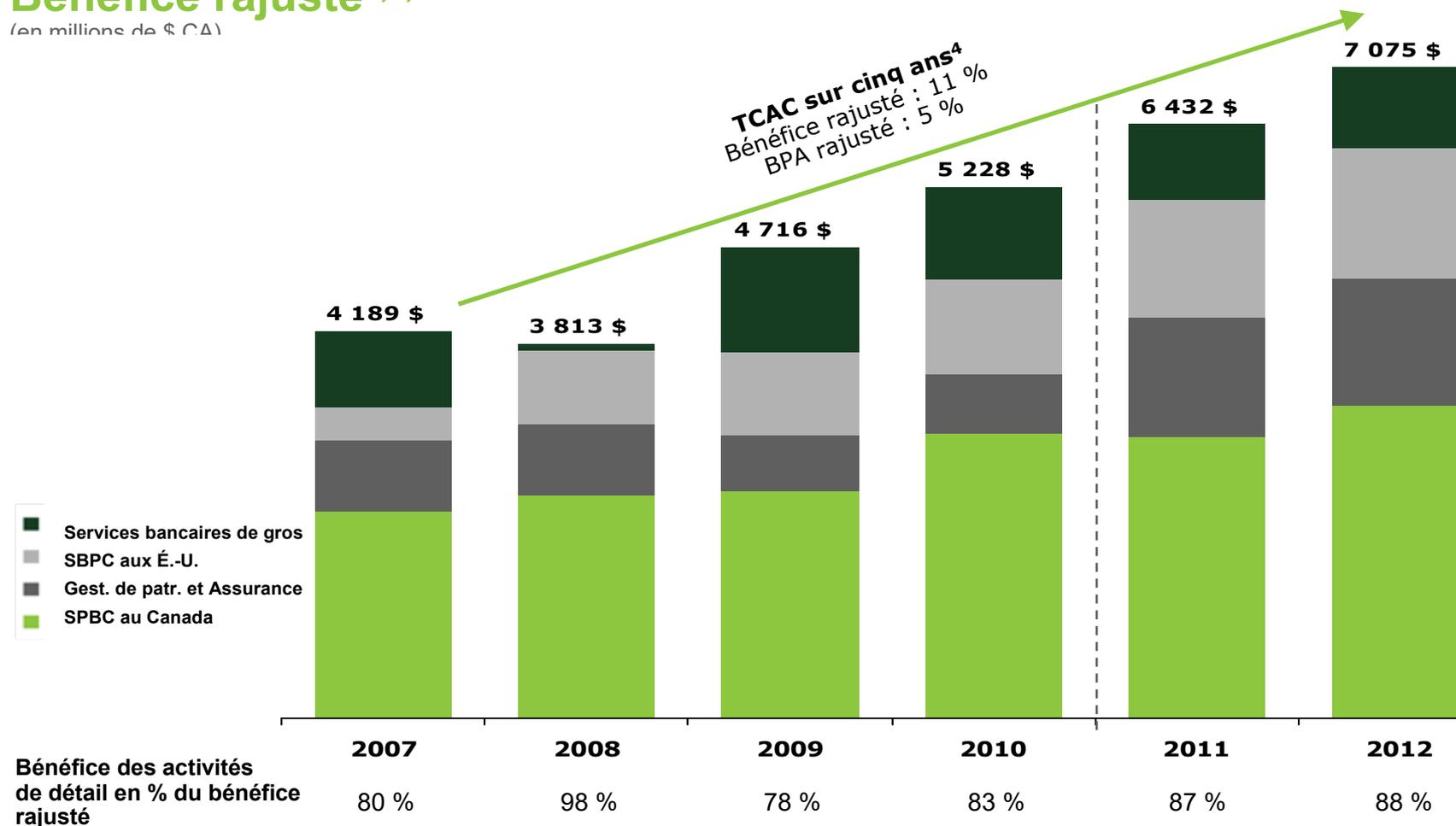
1. Le Groupe Banque TD
2. L'économie canadienne
3. Trésorerie et gestion du bilan
4. **Annexe**

# Une stratégie simple, un objectif qui ne change pas, une exécution supérieure



## Bénéfice rajusté<sup>1,2,3</sup>

(en millions de \$ CA)



## Croissance et rendement solides dans tous les secteurs

1. Voir la note 3 de la diapositive 3 pour la définition des résultats rajustés. La représentation graphique des résultats rajustés, dans le tableau, ne comprend pas ceux du Siège social. Voir également la rubrique « Analyse des secteurs d'exploitation » des rapports annuels de 2006-2011. Consulter aussi la page 5 du communiqué de presse concernant le bénéfice du quatrième trimestre de 2012 pour une explication de la façon dont la Banque communique ses résultats et un rapprochement des mesures non conformes aux PCGR utilisées par la Banque par rapport aux résultats comme présentés (conformément aux IFRS). Voir aussi les pages 158 et 159 du rapport annuel 2011 pour un rapprochement des dix exercices terminés en 2011.

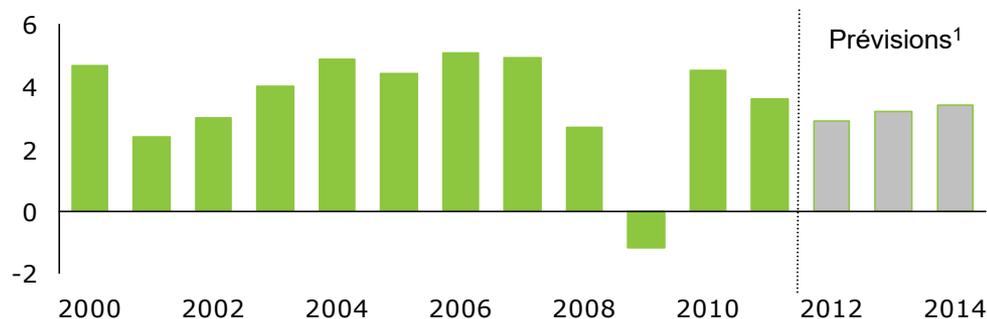
2. La Banque est passée des principes comptables généralement reconnus du Canada (les « PCGR ») aux Normes internationales d'information financière (les « IFRS ») le 1<sup>er</sup> novembre 2011. En raison de cette transition, les bilans présentés dans le tableau ci-dessus sont fondés sur les PCGR du Canada pour les exercices 2008 à 2010 et sur les IFRS pour les exercices 2011 et 2012. Pour plus de détails sur la transition de la Banque des PCGR du Canada aux IFRS, voir la note 40 des états financiers de 2012.

3. Le 4 juillet 2011, les responsabilités de direction de TD Assurance sont passées du chef de groupe, Services bancaires personnels et commerciaux au Canada au chef de groupe, Gestion de patrimoine. Les résultats sont mis à jour au format de déclaration futur aux fins de déclaration sectorielle à compter du premier trimestre de 2012. Ces modifications ont été appliquées rétroactivement à 2011 aux fins de comparaison.

4. En raison de la transition de la Banque aux IFRS mentionnée ci-dessus, le taux de croissance annualisé composé (le « TCAC ») comprend les soldes calculés selon les PCGR du Canada de 2008 à 2010 et les soldes calculés selon les IFRS de 2011 à 2012.

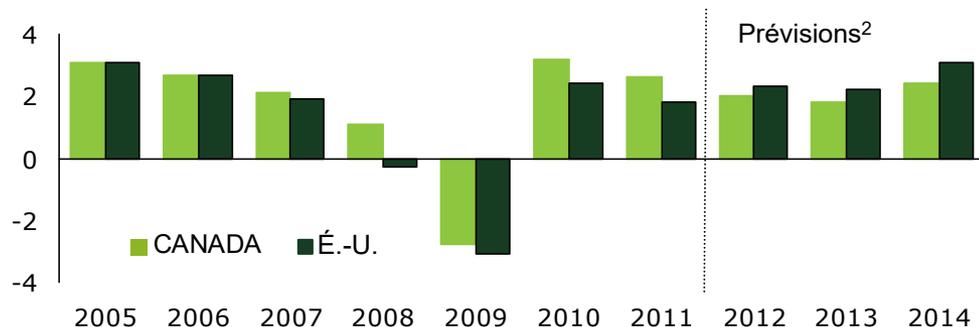
## Croissance du PIB réel mondial<sup>1</sup>

Variation en % sur 12 mois



## Croissance du PIB réel nord-américain<sup>2</sup>

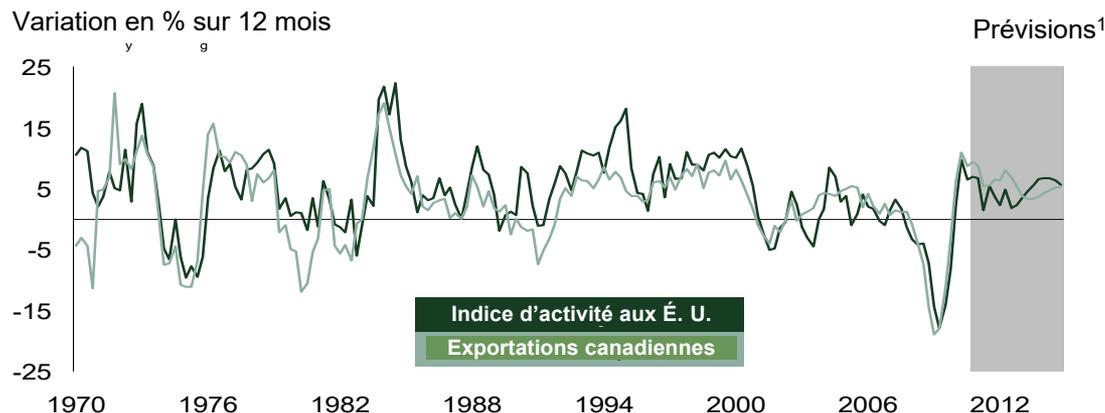
(en %)



- La croissance économique mondiale sera modérée lors du prochain exercice.
- En raison des mesures de redressement budgétaire aux États-Unis et de la faible croissance mondiale, l'expansion de l'économie nord-américaine se fera à un rythme modéré.
- La croissance américaine devrait dépasser, en moyenne, celle du Canada d'ici quelques années.

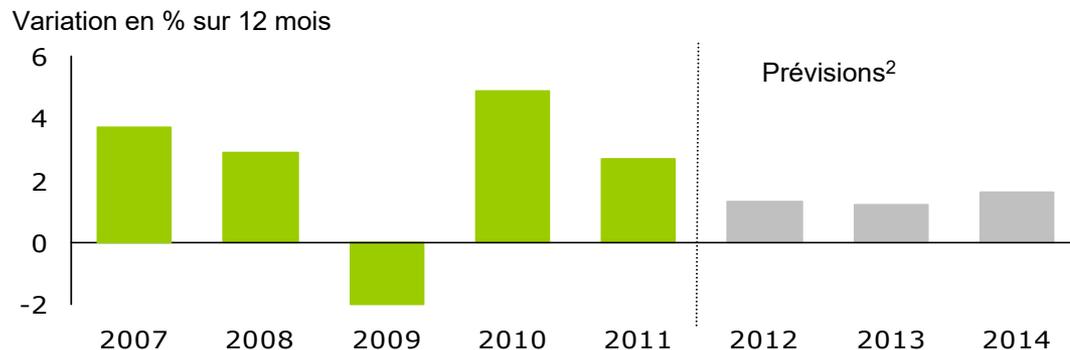
Croissance modeste prévue pour l'économie nord-américaine

## Exportations canadiennes et indice d'activité aux États-Unis<sup>1</sup>



- L'économie canadienne demeure étroitement liée à celle des États-Unis, et une meilleure croissance à moyen terme chez nos voisins du Sud améliore les perspectives du Canada.

## Variation de la demande intérieure<sup>2</sup>

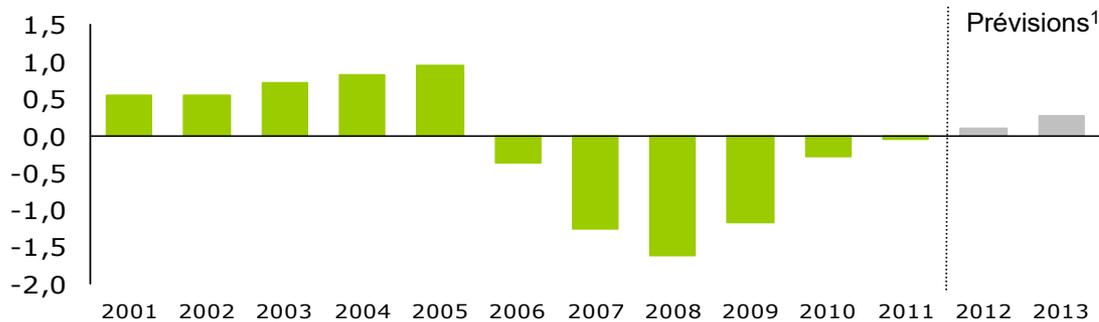


- La demande intérieure ne procurera qu'un soutien modeste, compte tenu du ralentissement du marché de l'habitation et du fort endettement des ménages, qui contribue à limiter les dépenses.

L'économie canadienne sera soutenue par la croissance américaine et la demande intérieure

## Secteur immobilier résidentiel

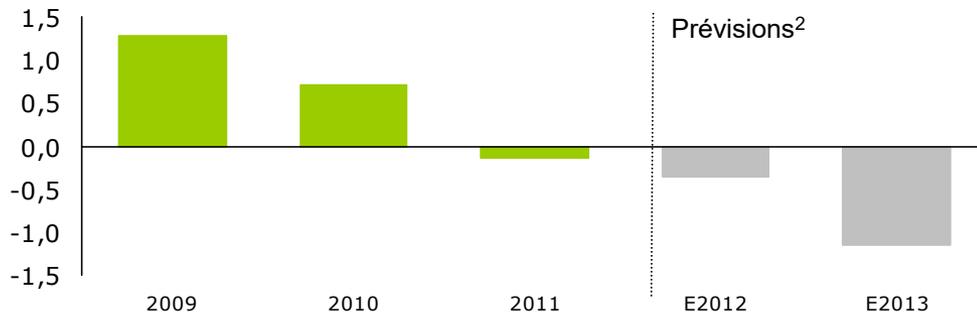
Apport à la croissance du PIB réel<sup>1</sup> (variation en % sur 12 mois)



- La léthargie du marché de l'habitation a sérieusement entravé la reprise aux États-Unis jusqu'à maintenant, mais des signes indiquent que le secteur immobilier résidentiel pourrait contribuer à la croissance cette année. À mesure que le marché de l'habitation se redressera, sa contribution augmentera au fil des ans.

## Stimulation / assainissement budgétaire<sup>2</sup>

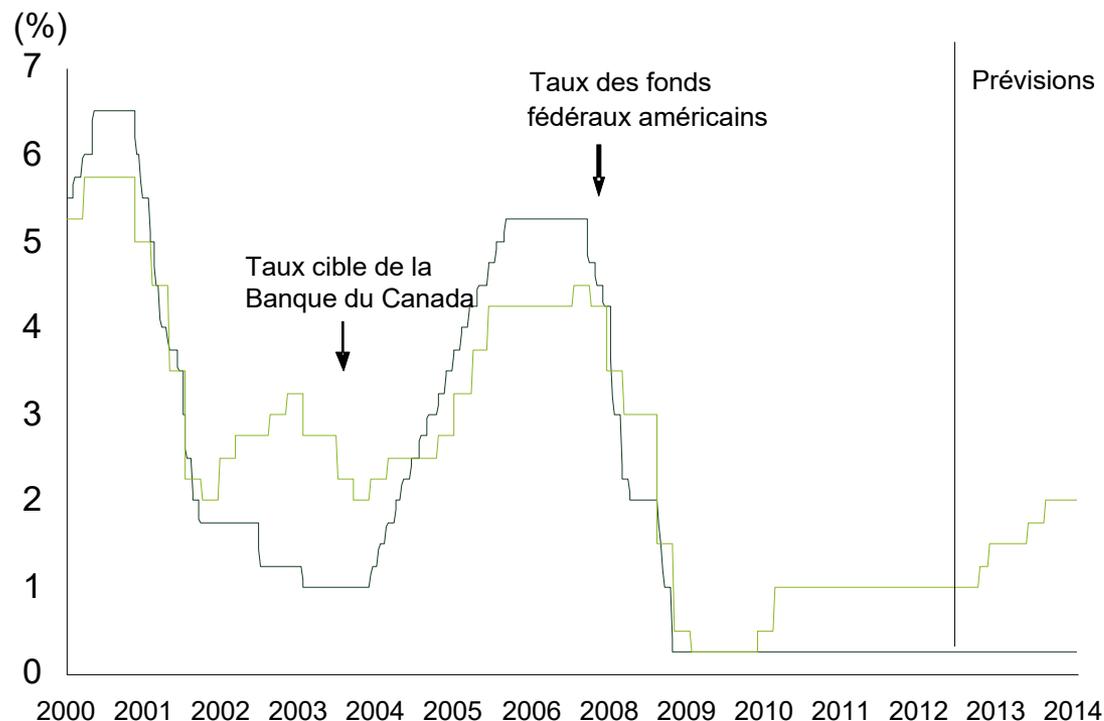
Incidence sur la croissance du PIB réel



- Il faut toutefois s'attendre à d'importantes mesures d'assainissement budgétaire, qui ralentiront vraisemblablement la croissance au cours des prochaines années.

L'économie américaine : de bonnes et de mauvaises nouvelles

## Taux d'intérêt, au Canada et aux É.-U.<sup>1</sup>



- Les perspectives modestes en croissance et les risques qui planent sur l'économie mondiale incitent les banques centrales nord-américaines à maintenir une politique monétaire exceptionnellement accommodante pendant quelque temps.
- Cela devrait contribuer à une reprise durable en Amérique du Nord.

Les taux d'intérêt devraient rester faibles pour encore quelque temps

# Portefeuille de prêts bruts (y compris les acceptations bancaires)



Soldes (en milliards de \$ CA, sauf indication contraire)

	T3 2012	T4 2012
<b>Portefeuille des Services bancaires personnels et commerciaux au Canada</b>	<b>295,8 \$</b>	<b>299,8 \$</b>
<b>Services bancaires personnels</b>	<b>255,0 \$</b>	<b>258,1 \$</b>
Prêts hypothécaires résidentiels	150,9	154,3
Lignes de crédit sur valeur domiciliaire (LDCVD)	64,3	64,2
Prêts automobiles indirects	14,0	14,0
Lignes de crédit non garanties	8,4	8,5
Cartes de crédit	14,3	14,2
Autres services bancaires personnels	3,1	2,9
<b>Services bancaires comm. (y compris les Services bancaires aux petites entreprises)</b>	<b>40,8 \$</b>	<b>41,7 \$</b>
<b>Portefeuille des SBPC aux É.-U. (tous les montants sont en dollars américains)</b>	<b>83,8 \$ US</b>	<b>87,4 \$ US</b>
<b>Services bancaires personnels</b>	<b>40,2 \$ US</b>	<b>42,5 \$ US</b>
Prêts hypothécaires résidentiels	16,1	17,3
Lignes de crédit sur valeur domiciliaire (LDCVD) <sup>1</sup>	10,0	10,1
Prêts automobiles indirects	12,6	13,5
Cartes de crédit	1,1	1,1
Autres services bancaires personnels	0,4	0,5
<b>Services bancaires commerciaux</b>	<b>43,6 \$ US</b>	<b>44,9 \$ US</b>
Immobilier non résidentiel	9,9	9,9
Immobilier résidentiel	3,0	3,0
Commercial et industriel	30,7	32,0
<b>Opérations de change sur le portefeuille des SBPC aux É.-U.</b>	<b>0,2 \$</b>	<b>(0,1) \$</b>
<b>Portefeuille des SBPC aux É.-U. (\$ CA)</b>	<b>84,0 \$</b>	<b>87,3 \$</b>
<b>Prêts douteux acquis<sup>2</sup></b>	<b>4,3 \$</b>	<b>3,8 \$</b>
<b>Portefeuille des Services bancaires de gros<sup>3</sup></b>	<b>23,5 \$</b>	<b>19,5 \$</b>
<b>Autres<sup>4</sup></b>	<b>4,2 \$</b>	<b>3,3 \$</b>
<b>Total</b>	<b>411,8 \$</b>	<b>413,7 \$</b>

1. Les LDCVD aux É.-U. comprennent les lignes de crédit sur valeur domiciliaire et les prêts sur valeur domiciliaire nette.

2. Les prêts douteux acquis comprennent les prêts douteux acquis provenant de South Financial, des Services financiers Chrysler et de MBNA et les prêts acquis de l'acquisition facilitée par la FDIC.

3. Le portefeuille des Services bancaires de gros comprend les prêts aux entreprises et le montant brut des autres prêts et acceptations des Services bancaires de gros.

4. « Autres » comprend les secteurs Gestion de patrimoine et Siège social.

Remarque : Le total des chiffres peut ne pas correspondre à 100 % en raison de l'arrondissement.

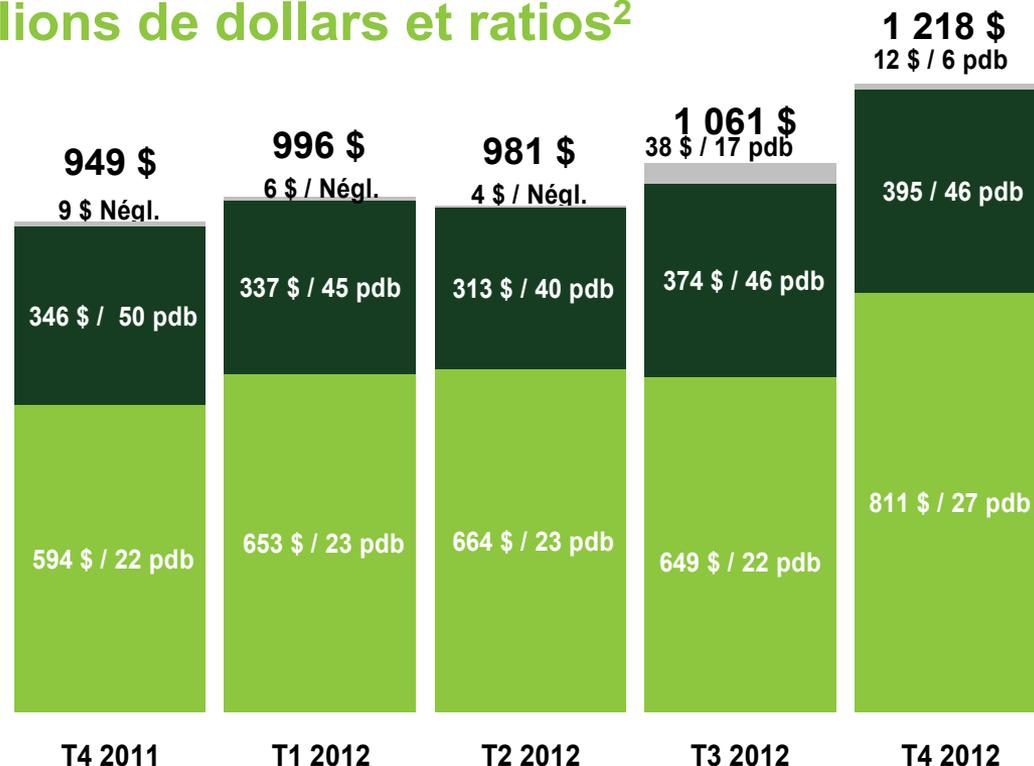
Exclut les titres de créance considérés comme des prêts.

# Formations de prêts douteux bruts

## Par portefeuille



### Formations de prêts douteux bruts<sup>1</sup> : en millions de dollars et ratios<sup>2</sup>



### Faits saillants

- Les formations de prêts douteux bruts ont augmenté de 157 M\$ et de 4 pdb par rapport au troisième trimestre de 2012 en raison de deux reclassements ponctuels de certains prêts productifs, qui sont devenus des prêts douteux :
  - 162 M\$ dans le portefeuille des Services bancaires personnels au Canada;
  - 49 M\$ (49 M\$ US) dans le portefeuille des Services bancaires personnels aux É.-U., conformément aux lignes directrices réglementaires;
- Abstraction faite de ces reclassements ponctuels, les formations de prêts douteux bruts ont diminué de 54 M\$ et de 5 pdb par rapport au troisième trimestre de 2012.

- Autres<sup>3</sup>
- Portefeuille des Serv. banc. de gros
- Portefeuille des SBPC aux É.-U.
- Portefeuille des SBPC au Canada

	T4 2011	T1 2012	T2 2012	T3 2012	T4 2012	
<b>TD</b>	26	26	25	26	30	<i>pdb</i>
Homologues au Canada <sup>4</sup>	22	19	23	20	n. d.	<i>pdb</i>
Homologues aux É.-U. <sup>5</sup>	58	62	60	64	n. d.	<i>pdb</i>

1. Les formations de prêts douteux bruts représentent les ajouts aux acceptations et prêts douteux pendant le trimestre (ne tiennent pas compte de l'incidence des prêts douteux acquis).

2. Ratio de formations de prêts douteux bruts : formations de prêts douteux bruts / acceptations et prêts bruts moyens

3. « Autres » comprend les secteurs Gestion de patrimoine et Siège social.

4. Moyenne des homologues au Canada : BMO, Scotia, CIBC et RBC; les données incluent les titres de créance considérés comme des prêts.

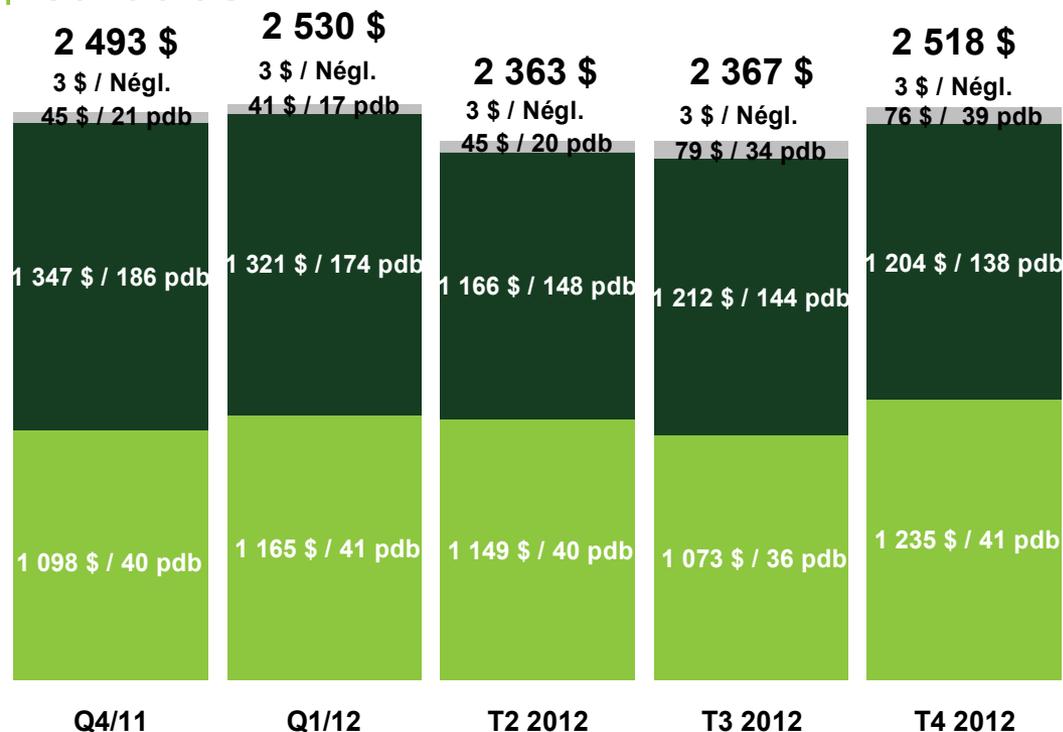
5. Moyenne des homologues aux États-Unis : BAC, C, JPM, PNC, USB et WFC (ajout d'actifs à intérêt non comptabilisé / prêts bruts moyens).

n. d. : non disponible

# Prêts douteux bruts Par portefeuille



## Prêts douteux bruts<sup>1</sup>: en M\$ et ratios<sup>2</sup>



## Faits saillants

- Tendance positive du ratio des prêts douteux bruts, en baisse de 5 pdb depuis le quatrième trimestre 2011
- Compte non tenu d'un rajustement unique, le ratio de formations des prêts douteux bruts au Canada se serait élevé à 36 pdb au quatrième trimestre de 2012.
- Le ratio de formations de prêts douteux bruts des Services bancaires personnels et commerciaux aux É.-U. a diminué de 48 pdb depuis le quatrième trimestre de 2011, s'améliorant depuis neuf trimestres consécutifs.

	Q4/11	Q1/12	T2 2012	T3 2012	T4 2012	
	66	65	60	58	61	<i>pdb</i>
Homologues au Canada <sup>4</sup>	90	88	89	86	n. d.	<i>pdb</i>
Homologues aux É.-U. <sup>5</sup>	224	229	213	218	n. d.	<i>pdb</i>

- Autres<sup>3</sup>
- Portefeuille des Serv. banc. de gros
- Portefeuille des SBPC aux É.-U.
- Portefeuille des SBPC au Canada

1. Ratio de prêts douteux bruts - prêts douteux bruts / acceptations et prêts bruts moyens (tous les deux au comptant) par portefeuille

2. Les prêts douteux bruts ne tiennent pas compte de l'incidence des prêts douteux acquis.

3. « Autres » comprend les secteurs Gestion de patrimoine et Siège social.

4. Moyenne des homologues au Canada : BMO, Scotia, CIBC et RBC; les données incluent les titres de créance considérés comme prêts.

5. Moyenne des homologues aux États-Unis : BAC, C, JPM, PNC, USB et WFC (prêts improductifs / total des prêts bruts).

Négl. : Négligeable

n. d. : Non disponible

# Provision pour pertes sur créances (PPC) Par portefeuille



## Provision pour pertes sur créances (PPC)<sup>1</sup> en millions de dollars et ratios<sup>2</sup>



## Faits saillants

- Les PPC ont augmenté de 35 M\$ et de 2 pdb par rapport au troisième trimestre de 2012 en raison de deux reclassements ponctuels de certains prêts productifs qui sont devenus des prêts douteux :
  - PPC de 22 M\$ dans le portefeuille des Services bancaires personnels au Canada;
  - PPC de 30 M\$ (30 M\$ US) dans le portefeuille des Services bancaires personnels aux É.-U., conformément aux lignes directrices réglementaires.
- Abstraction faite de ces reclassements ponctuels, les PPC ont diminué de 18 M\$ et de 3 pdb par rapport au troisième trimestre de 2012.

	Q4/11	Q1/12	Q2/12	T3 2012	T4 2012	
<sup>1</sup>	38	42	46	46	48	<i>pdb</i>
Homologues au Canada <sup>5</sup>	42	35	37	34	n. d.	<i>pdb</i>
Homologues aux É.-U. <sup>6</sup>	114	96	84	95	n. d.	<i>pdb</i>

- Autres<sup>3</sup>
- Portefeuille des Serv. banc. de gros<sup>4</sup>
- Portefeuille des SBPC aux É.-U.
- Portefeuille des SBPC au Canada

1. Les prêts douteux bruts ne tiennent pas compte de l'incidence des prêts douteux acquis et des éléments à noter suivants : l'incidence de l'ouragan Sandy (54 M\$ au quatrième trimestre de 2012) et la reprise de la provision pour pertes sur créances subies, mais non encore décelées concernant les Services bancaires personnels et commerciaux au Canada et les Services bancaires de gros (41 M\$ au troisième trimestre de 2012).

2. Ratio des PPC - provisions pour pertes sur créances sur une base trimestrielle annualisée / moyenne des prêts et acceptations nets

3. « Autres » comprend les secteurs Gestion de patrimoine et Siège social.

4. Les PPC des Services bancaires de gros excluent les primes sur les swaps sur défaillance de crédit : 4 M\$ au quatrième trimestre de 2012; 4 M\$ au troisième trimestre de 2012.

5. Moyenne des homologues au Canada : BMO, Scotia, CIBC et RBC; les PPC des homologues excluent les augmentations d'acceptations; les données incluent les titres de créance classés comme prêts.

6. Moyenne des homologues aux États-Unis : BAC, C, JPM, PNC, USB et WFC

Négl. : Négligeable; n. d. : non disponible

# Services bancaires personnels au Canada

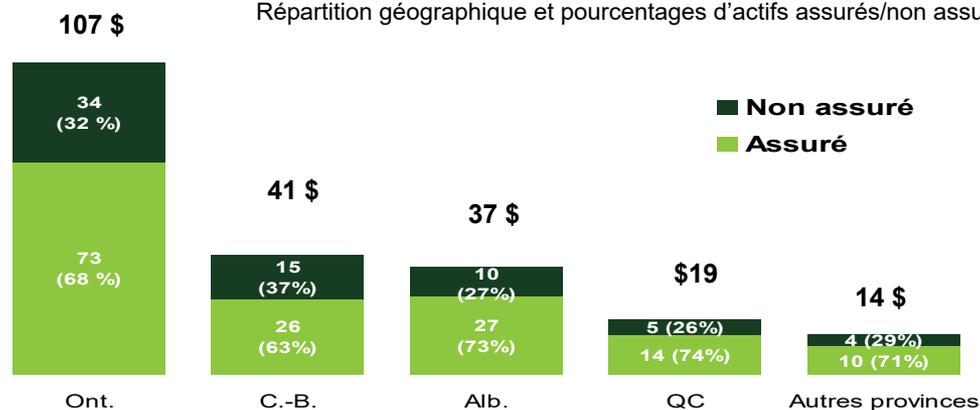


Services bancaires personnels au Canada <sup>1</sup>	T4 2012			
	Prêts bruts (en G\$)	Prêts douteux bruts/Prêts	Prêts douteux bruts (en M\$)	PPC <sup>2</sup> (en M\$)
Prêts hypothécaires résidentiels	154	0,31 %	479	7
Lignes de crédit sur valeur domiciliaire (LDCVD)	64	0,51 %	327	12
Prêts automobiles indirects	14	0,26 %	37	33
Lignes de crédit non garanties	9	0,63 %	54	46
Cartes de crédit	14	1,17 %	166	91
Autres	3	0,77 %	22	20
<b>Total des SBP au Canada</b>	<b>258 \$</b>	<b>0,42 %</b>	<b>1 085 \$</b>	<b>209 \$</b>
Variation par rapport au T3 2012	3 \$	0,05 %	151 \$	35 \$

## Faits saillants

- Maintien d'un rendement de crédit solide
  - Abstraction faite d'un reclassement ponctuel, les prêts douteux bruts et la PPC pour ce qui est des LDCVD sont demeurés stables par rapports au troisième trimestre de 2012.
- MBNA Canada a alimenté de 13 M\$ la PPC sur cartes de crédit au troisième trimestre de 2012.
  - Comme prévu, le rajustement au titre des pertes sur créances à la date d'acquisition a été revu à la baisse en octobre.
- Rendement de crédit conforme aux prévisions initiales.
- Le portefeuille de CGBI, y compris les prêts hypothécaires titrisés, a profité des éléments suivants :
  - 69 % du portefeuille sont assurés par le gouvernement
  - 75 % des LDCVD sont de premier rang; 20 % des autres sont de second rang, mais le prêt de premier rang est un prêt de la TD.

**Portefeuille de crédit garanti par des biens immobiliers (en G\$)**  
Répartition géographique et pourcentages d'actifs assurés/non assurés



RPV <sup>3</sup> T4 2012	48	50	59	56	55
RPV <sup>3</sup> T3 2012	49	52	58	56	54

1. À l'exclusion de tous les prêts acquis ayant subi une perte de valeur

2. La provision pour pertes sur créances qui ne sont pas individuellement significatives exclut tout changement à la provision pour pertes sur créances subies, mais non encore décelées.

Rapport prêt-valeur établi en fonction du prix moyen désaisonnalisé par grande ville (Association canadienne de l'immeuble) : quatrième trimestre de 2012 - Indice de septembre 2012; troisième trimestre de 2012 - Indice de juin 2012

# Services bancaires commerciaux et Services bancaires de gros au Canada



Services bancaires commerciaux et Services bancaires de gros au Canada	T4 2012		
	Prêts bruts/AB (en G\$)	Prêts douteux bruts (en M\$)	PPC <sup>1</sup> (en M\$)
Services bancaires commerciaux <sup>2</sup>	42	150	22
Services bancaires de gros	19	76	4
<b>Total des Serv. banc. et des Serv. de gros au Canada</b>	<b>61</b>	<b>226</b>	<b>26</b>
Variation par rapport au T3 2012	(3 \$)	8 \$	(11 \$)

Répartition par secteur	Prêts bruts/AB (en G\$)	Prêts douteux bruts (en M\$)	Provision <sup>1</sup> (en M\$)
Immobilier résidentiel	12,5	30	15
Immobilier non résidentiel	7,5	3	2
Services financiers	10,0	30	9
Gouv./fonction publique/santé et services sociaux	8,2	23	4
Ressources <sup>3</sup>	4,0	13	7
Consommation <sup>4</sup>	3,2	35	11
Industriel/manufacturier <sup>5</sup>	3,4	27	13
Agriculture	3,3	5	1
Automobile	1,5	3	1
Autres <sup>6</sup>	7,6	57	31
<b>Total</b>	<b>61,2</b>	<b>226</b>	<b>94</b>

## Faits saillants

- Le portefeuille des Services bancaires commerciaux et des Services bancaires de gros au Canada continue d'afficher un solide rendement de crédit.
- La qualité du crédit a continué à dépasser les normes historiques.
  - Le taux de perte des Services bancaires commerciaux (y compris les Services bancaires aux petites entreprises) se situe à 21 pdb pour les quatre trimestres précédents;
  - Le taux de perte des Services bancaires de gros s'est établi à 12 pdb pour les quatre trimestres précédents.

1. La provision pour pertes sur créances relatives à des contreparties particulières et qui ne sont pas individuellement significatives exclut tout changement à la provision pour pertes sur créances subies, mais non encore décelées

2. Comprend les Services bancaires aux petites entreprises.

3. Les ressources comprennent la foresterie, les métaux et mines, les pipelines ainsi que le pétrole et le gaz.

4. Les produits de consommation comprennent l'alimentation, les boissons et le tabac, ainsi que le secteur du commerce de détail.

5. Le secteur industriel/manufacturier comprend la construction industrielle et les entrepreneurs spécialisés, ainsi que les industries manufacturières diverses et la vente en gros.

6. La catégorie « Autres » comprend l'énergie et les services publics, les télécommunications, la câblodistribution et les médias, les transports, les services, notamment professionnels, ainsi que d'autres secteurs.

# Services bancaires personnels (SBP) aux États-Unis



Services bancaires personnels aux États-Unis <sup>1</sup>	T4 2012			
	Prêts bruts (en G\$)	Prêts douteux bruts/Prêts	Prêts douteux bruts (en M\$)	PPC <sup>2</sup> (en M\$)
Prêts hypothécaires résidentiels	17	1,16 %	200	11
Lignes de crédit sur valeur domiciliaire (LDCVD) <sup>3</sup>	10	1,98 %	200	36
Prêts automobiles indirects	14	0,21 %	27	46
Cartes de crédit	1	1,37 %	15	11
Autres services bancaires personnels	0,5	0,66 %	3	16
<b>Total des SBP aux États-Unis</b>	<b>42 \$</b>	<b>1,05 %</b>	<b>445 \$</b>	<b>120 \$</b>
Variation par rapport au T3 2012	2 \$	0,11 %	65 \$	33 \$

## Faits saillants

- La qualité du crédit pour le trimestre est demeurée stable.
- Hausse des prêts douteux bruts et de la PPC au quatrième trimestre de 2012, principalement attribuable à un rajustement ponctuel.
  - Conformément aux directives réglementaires et aux normes comptable, on a procédé à un reclassement, à titre de prêts douteux, des prêts pour lesquels l'emprunteur est libéré dans le cadre d'une procédure de faillite, mais continue d'effectuer des versements.

## Portefeuille du crédit garanti par des biens immobiliers (CGBI) aux États-Unis<sup>1</sup>

Répartition du rapport prêt-valeur (RPV) et cotes FICO<sup>4</sup>

RPV estimé actuel	Prêts hypothécaires résidentiels	LDCVD de 1 <sup>er</sup> rang	LDCVD de 2 <sup>e</sup> rang	Total
>80 %	11 %	19 %	45 %	19 %
61-80 %	51 %	29 %	32 %	44 %
<=60 %	38 %	52 %	23 %	37 %
<b>Cotes FICO actuelles &gt;700</b>	87 %	86 %	81 %	86 %

1. À l'exclusion de tous les prêts acquis ayant subi une perte de valeur

2. Les provisions pour pertes sur créances qui ne sont pas individuellement significatives excluent tout changement à la provision pour pertes sur créances subies, mais non encore décelées.

3. Les LDCVD comprennent les lignes de crédit sur valeur domiciliaire et les prêts sur valeur domiciliaire.

4. Rapport prêt-valeur établi en fonction de la limite de crédit autorisé et du *Loan Performance Home Price Index* au mois d'août 2012. Cotes FICO mises à jour en août 2012

# Services bancaires commerciaux (SBC) aux États-Unis



Services bancaires commerciaux aux États-Unis <sup>1</sup>	T4 2012		
	Prêts bruts/AB (en G\$)	Prêts douteux bruts (en M\$)	PCC <sup>2</sup> (en M\$)
<b>Immobilier commercial</b>	<b>13</b>	<b>376</b>	<b>28</b>
Immobilier non résidentiel	10	225	13
Immobilier résidentiel	3	151	15
<b>Commercial et industriel</b>	<b>32</b>	<b>383</b>	<b>44</b>
<b>Total des SBC aux États-Unis</b>	<b>45 \$</b>	<b>759 \$</b>	<b>72 \$</b>
Variation par rapport au T3 2012	1 \$	(73 \$)	28 \$

Immobilier commercial			Commercial et industriel		
	Prêts bruts/AB (en G\$)	Prêts douteux bruts (en M\$)		Prêts bruts/AB (en G\$)	Prêts douteux bruts (en M\$)
Bureau	3,8	67	Santé et services sociaux	5,6	29
Détail	2,9	78	Services professionnels et autres	3,5	39
Appartements	2,1	43	Produits de consommation <sup>3</sup>	3,5	90
Maisons à vendre	0,4	85	Industriel/fabrication <sup>4</sup>	4,1	94
Industriel	1,3	30	Gouvernement/secteur public	2,9	4
Hôtel	0,6	17	Services financiers	2,2	7
Terrain commercial	0,1	27	Automobile	1,5	16
Autres	1,6	29	Autres <sup>5</sup>	8,6	104
<b>Total immobilier commercial</b>	<b>13 \$</b>	<b>376 \$</b>	<b>Total Commercial et industriel</b>	<b>32 \$</b>	<b>383 \$</b>

## Faits saillants

- La PPC des Services bancaires commerciaux aux É.-U. a augmenté de 27 M\$ par rapport au troisième trimestre de 2012 en raison du caractère hautement agrégé du portefeuille.
- L'évolution à la hausse de la qualité globale du crédit s'est maintenue.
  - Les prêts douteux et les nouvelles formations de prêts douteux sont en baisse.
  - Les taux de défaillance continuent à s'améliorer;
  - Le nombre de prêts douteux et classés est en baisse;
  - On prévoit que le nombre de prêts à problèmes sera moins élevé.

1. À l'exclusion de tous les prêts acquis ayant subi une perte de valeur

2. Provision pour pertes sur créances relatives à des contreparties particulières et qui ne sont pas individuellement significatives exclut tout changement à la provision pour pertes sur créances subies, mais non encore décelées.

3. Les produits de consommation comprennent l'alimentation, les boissons et le tabac, ainsi que le secteur du commerce de détail.

4. Le secteur industriel/manufacturier comprend la construction industrielle et les entrepreneurs spécialisés, ainsi que les industries manufacturières diverses et la vente en gros.

5. La catégorie « Autres » comprend l'agriculture, l'énergie et les services publics, les télécommunications, la câblodistribution et les médias, les transports, les ressources ainsi que d'autres secteurs.

# Coordonnées Relations avec les investisseurs



**Tél. :**  
416-308-9030  
ou 1-866-486-4826

**Courriel :**  
tdir@td.com

**Site Web :**  
[www.td.com/francais/investisseurs](http://www.td.com/francais/investisseurs)



**Meilleure gouvernance d'entreprise**

**Meilleures rencontres avec la communauté  
des investisseurs**

**Meilleures relations avec les investisseurs  
par un chef des finances :**  
Sociétés à forte capitalisation

**Meilleures relations avec les investisseurs  
par un chef de la direction :**  
Sociétés à forte capitalisation

**Grand prix des meilleures relations avec  
les investisseurs :** Sociétés à forte capitalisation

**Meilleures relations avec les investisseurs  
par secteur :**  
Services financiers



# Exposé sur les placements à revenu fixe

---

Décembre 2012